



Note thématique

Août 2022

Auteurs

Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, avec le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci)

Les Congolais toujours préoccupés par la situation sécuritaire

Dans un sondage réalisé entre avril et mai 2022, les Congolais ont placé la situation sécuritaire du pays en tête de leurs préoccupations. En attendant la publication du rapport complet, cette note thématique revient spécifiquement sur leur perception de l'état de siège et de l'intervention ougandaise, mesures phares de l'exécutif en la matière, ainsi que sur la perception de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco).

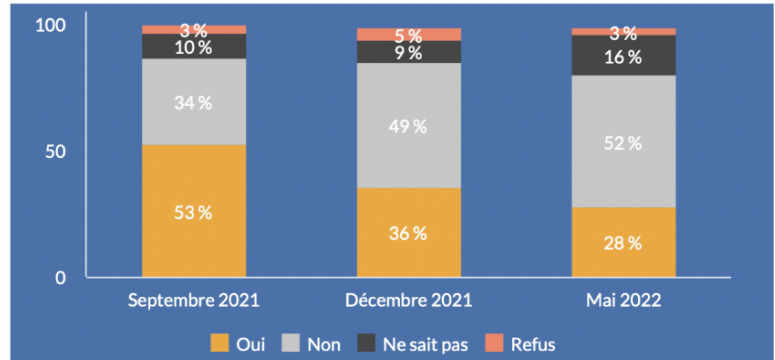
Lorsque l'on demande aux Congolais de citer le sujet qui devrait être la priorité du gouvernement, c'est la sécurité qui arrive en tête : 26 % des sondés l'ont placée, devant le social (21 %), les infrastructures (15 %) et l'économie/l'emploi (13 %). Pourtant, les personnes interrogées jugent les mesures sécuritaires prises par l'exécutif comme étant largement inefficaces. C'est notamment le cas de l'état de siège, instauré en mai 2021, pour tenter de faire face à l'augmentation des violences de groupes armés contre les civils dans l'est du pays.

Cette décision a essentiellement consisté en un remplacement des autorités civiles des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri par des autorités militaires et policières aux pouvoirs étendus avec une suspension des assemblées provinciales, mais sans que de réels moyens supplémentaires aient été accordés par l'État.

La popularité de cette mesure n'a en tout cas cessé de se dégrader depuis : seuls 44 % des personnes interrogées jugent désormais qu'il s'agit d'une bonne chose, alors qu'ils étaient 63 % à le penser en septembre 2021. Cette mesure semble plus impopulaire encore parmi les ressortissants des provinces concernées : seuls 30 % des habitants du Nord-Kivu interrogés estiment qu'il s'agit d'une bonne chose, et 20 % des habitants de ceux de l'Ituri.

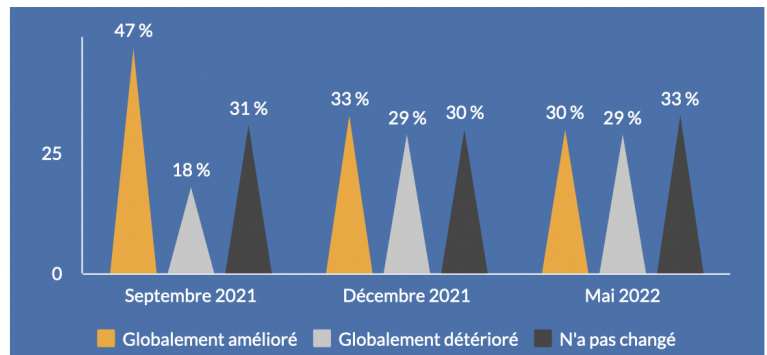
La même tendance est observée quant au sentiment sur ses chances de succès : une majorité de personnes interrogées (52 %) estime que l'état de siège ne conduira pas l'éradication totale des groupes armés (contre 34 % en septembre 2021).

Croyez-vous que l'instauration de l'état de siège conduira à l'éradication totale des groupes armés dans la partie est de la RDC ?



Moins d'un tiers des Congolais interrogés jugent par ailleurs que cette mesure a permis d'améliorer la situation sécuritaire, ce qui est moins qu'en septembre et décembre 2021.

Comment la situation sécuritaire a évolué depuis l'instauration de l'état de siège ?



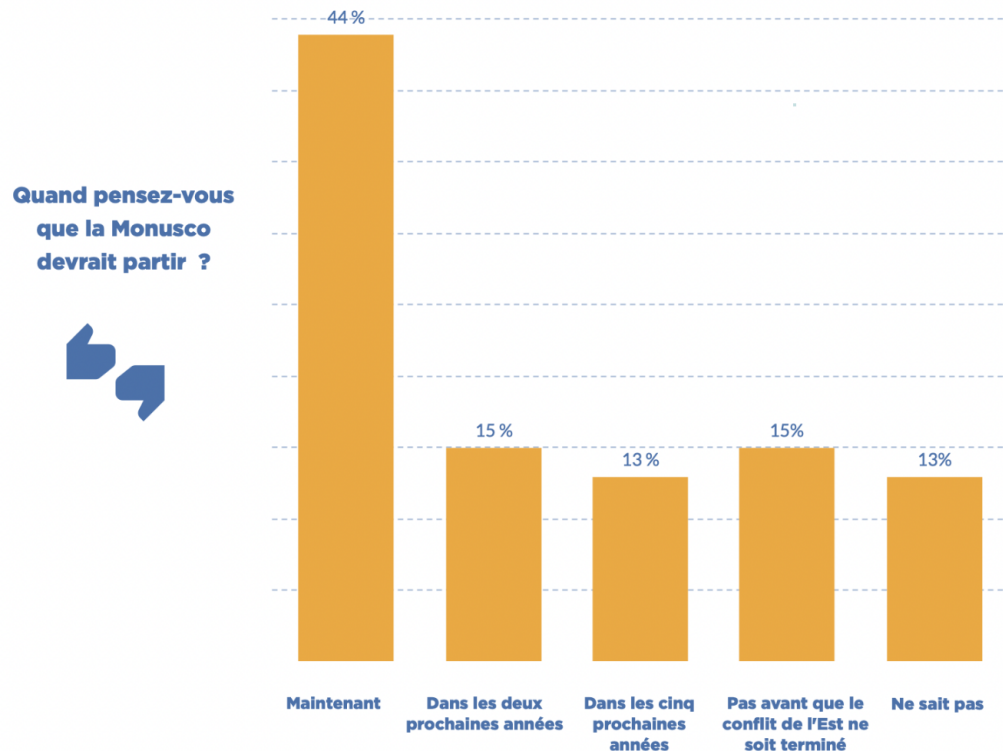
La défiance touche aussi les institutions chargées de mettre en œuvre cette mesure. La Police nationale congolaise (PNC), à qui a été confié le soin de gouverner certaines villes et territoires du Nord-Kivu et de l'Ituri, fait ainsi figure d'institution la plus corrompue parmi toutes celles testées lors de ce sondage : 48 % des répondants la jugent « très corrompue ». Ce taux atteint 49 % au Nord-Kivu et 69 % en Ituri, deux provinces dans lesquelles la police exerce des responsabilités plus importantes dans le cadre de l'état de siège.

La dégradation de l'image de la Monusco

Les Forces armées de RDC (FARDC) font un peu mieux : 37 % des répondants les jugent « très corrompues », 46 % « peu corrompues ». Seuls 17 % estiment qu'elles ne sont « pas du tout corrompues ».

La Mission de l'ONU en RDC (Monusco) n'échappe pas à cette défiance : 32 % des personnes interrogées la jugent « très corrompue », soit à peine moins que les FARDC. Ce chiffre monte même à 57% si l'on isole les répondants de l'Ituri.

Une majorité relative (44 %) de répondant jugent que la Monusco devrait partir « maintenant ». Ce sentiment est encore plus net dans les provinces du Nord-Kivu (67 %) et de l'Ituri (73 %).



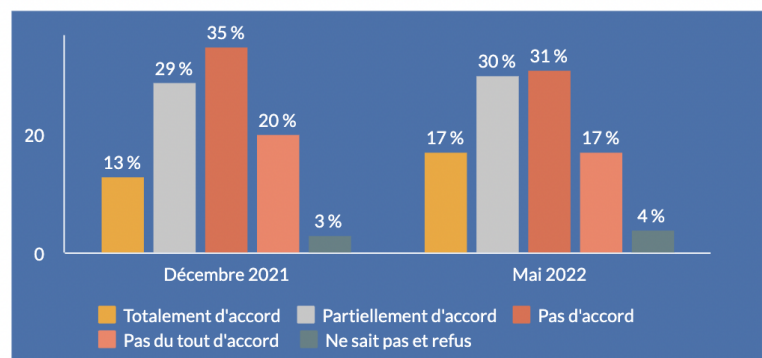
La comparaison avec notre premier sondage, en 2016, fait apparaître une nette dégradation de l'image de la mission onusienne. À l'époque, la majorité relative (45 %) pensait qu'elle devait rester en RDC. Ce décrochage explique en partie les manifestations de rejet dont la Monusco a fait l'objet à partir du 25 juillet, surtout dans le Nord-Kivu.

Ce rejet touche également – mais dans une moindre mesure – une force arrivée plus récemment en RDC : l'armée ougandaise, qui a été autorisée en novembre dernier à intervenir pour combattre les Forces démocratiques alliées (ADF), le plus meurtrier des groupes armés présents sur le sol congolais.

Seuls 47 % des personnes interrogées sont totalement ou partiellement d'accord avec la décision du gouvernement de laisser cette armée intervenir sur le sol congolais, alors que 48 % sont contre. Le rejet est plus prononcé dans les provinces concernées par l'intervention : 50 % des ressortissants du Nord-Kivu sont contre cette intervention et 67 % de ceux de l'Ituri.

On peut toutefois noter que l'opposition à cette intervention s'est réduite par rapport à notre précédent sondage de décembre 2021. Le risque qu'une présence prolongée de l'armée ougandaise sur le sol congolais génère un ressentiment de plus en plus important semble pour l'instant écarté.

En novembre 2021, le gouvernement congolais a autorisé l'armée ougandaise à opérer sur le sol congolais. Qu'en pensez-vous ?



Le rejet de l'armée ougandaise est plus prononcé dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Cette relative amélioration de l'image de l'intervention ougandaise mériterait toutefois d'être confirmée. Mi-juin 2022, donc après la collecte des données pour ce sondage, l'armée ougandaise a joué un rôle trouble dans la chute de la ville de Bunagana (province du Nord-Kivu), située à la frontière entre la RDC et l'Ouganda, aux mains des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23). Cela avait conduit [Christophe Mboso, président de l'Assemblée nationale à accuser Muhoozi Kainerugaba, le commandant de l'armée de terre ougandaise et fils du chef de l'État ougandais, d'avoir « trahi » le Congo.](#)

Avant même cet épisode, la perception du rôle de l'Ouganda en RDC était déjà très dégradée. Lors de ce sondage, réalisé entre avril et mai 2022, 68 % des sondés ont estimé que Kampala jouait un rôle négatif ou plutôt négatif dans leur pays. Une majorité de sondés a également estimé que le Burundi jouait un rôle négatif ou plutôt négatif (60 %).

Mais c'est la perception du rôle du Rwanda qui obtient le plus mauvais score : 81 % des sondés ont estimé que ce pays jouait un rôle négatif ou plutôt négatif. La résurgence des rebelles du M23 à partir de novembre 2021, et l'extension du territoire sous leur contrôle depuis le début de 2022, expliquent en partie ce résultat. Le Rwanda est en effet publiquement accusé par le gouvernement congolais de soutenir le M23.

À propos

Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un centre de recherche indépendant basé au Center on International Cooperation de l'Université de New York.

www.congoresearchgroup.org

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.
